

Stocamine – La préservation de la nappe rhénane, une affaire européenne !

A la fin des années 1990, le projet d'enfouissement de déchets ultimes dans les anciennes mines de potasse de Wittelsheim (Haut-Rhin) avait été présenté comme une des pièces maîtresses d'une reconversion ambitieuse pour un territoire alsacien en perte de vitesse. Création d'emplois, pôle d'excellence sur le traitement des déchets, réversibilité garantie... ; les promesses n'ont pas manqué pour faire accepter le stockage de big-bags et autres fûts remplis de déchets hautement toxiques.

Un incident grave, l'incendie de 2002 vint hélas confirmer les craintes des associations et des riverains opposés à ce projet. Surtout il aura révélé l'extraordinaire opacité des entreprises exploitantes ainsi que la complaisance des services de l'Etat dans ce dossier : incertitudes voire non conformité sur le contenu de certains big-bags, cahier des charges non respecté et même arrivée de lots de déchets radioactifs... retournés à l'expéditeur (sic). En 2004 un amendement, à l'initiative du député de la circonscription, Michel Sordi, permet de passer outre l'engagement de réversibilité, ouvrant la voie à un stockage illimité des déchets. Depuis, l'opposition n'a cessé de se renforcer pour obtenir le déstockage intégral. L'ensemble des élus locaux (fait rarissime), les partis politiques, ainsi que les associations et les syndicats réunis dans un collectif, convaincus de la dangerosité de ce stockage, ont pris position pour la sortie de ces déchets, multipliant les protestations et les recours juridiques. Malgré la mobilisation, les seules réponses obtenues ont été la sortie des déchets réputés les plus dangereux, à savoir 2200 tonnes de résidus principalement mercuriels, laissant près de 42000 tonnes au fond, et un arrêté préfectoral daté du 23 mars 2017 autorisant le stockage illimité du reliquat. Nous estimons que l'État a fait là un choix aberrant après avoir trop tergiversé.

De nombreux experts alarment depuis longtemps sur la possible pollution de la nappe phréatique, la plus grande d'Europe. La DREAL elle-même mentionnait ce risque dans un rapport de 2010. Or cette étendue d'eau souterraine (qui s'écoule le long du Rhin depuis le sud) s'étend du nord de la Suisse aux portes de Francfort et de Wiesbaden. Au nord de Colmar, elle devient affleurante et entre ainsi en contact avec les affluents du Rhin et avec ce dernier.

Stocamine constitue donc une menace considérable pour la qualité de l'eau et la santé de millions d'habitants en France et en Allemagne. Le risque d'une pollution environnementale est loin d'être nul.

Nous, écologistes européens, saluons la mise en place d'une mission d'information parlementaire sur le sujet, et l'étude de faisabilité sur le déstockage total commandée par Nicolas Hulot, ministre d'État et ministre de la transition écologique et solidaire. Cependant, nous déplorons le caractère non suspensif de ces investigations sur les travaux de fermeture des galeries et l'absence de prise en compte du bloc 15, impacté par l'incendie de 2002 et et recelant potentiellement des résidus de déchets hautement toxiques.

Nous demandons ainsi qu'un **moratoire** sur les essais et travaux de confinement soit décidé expressément par les autorités : il est indécent de poursuivre ces opérations alors même que l'État et ses représentants réexaminent ce dossier et que plusieurs recours contentieux sont actuellement en attente.

Nous demandons in fine le **déstockage total** des déchets et qu'en parallèle l'option du stockage en surface ou sub-surface, sur des sites bien identifiés soit sérieusement étudiée par les autorités.

Nous appelons enfin de nos vœux une politique européenne harmonisée de gestion des déchets dangereux.

José Bové, Karima Delli, Pascal Durand, Yannick Jadot, Éva Joly, Michèle Rivasi, député-es européens écologistes français. Reinhard Buetikofer, député européen écologiste allemand, co-président du Parti Vert Européen.



The Greens | European Free Alliance
in the European Parliament

